

LE LUXEMBOURG 1960-2010

L'évolution du revenu des ménages depuis le milieu des années 80

Auteur: Guillaume Osier
03 juillet 2012

50 ans | STATEC

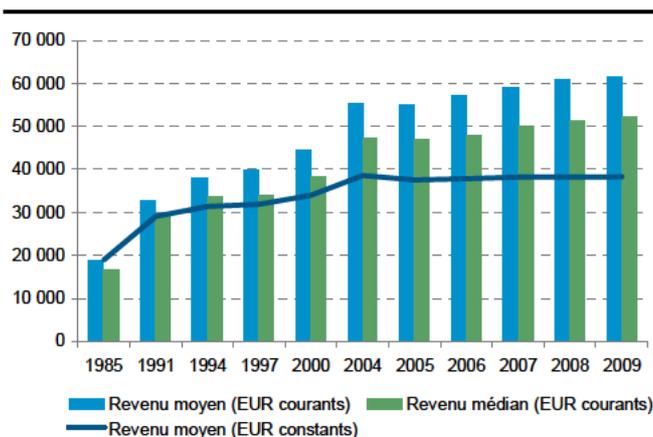
Institut national de la statistique
et des études économiques

La forte croissance économique qu'a connue le Luxembourg depuis le milieu des années 80, en particulier au cours des périodes 1985-1991 et 1997-2000, a eu comme effet une augmentation importante du revenu disponible des ménages. Aujourd'hui, le niveau de revenu des ménages luxembourgeois est un des plus élevés en Europe même si, à l'instar de ce qui se passe dans la plupart des autres pays développés, la pauvreté a augmenté et les inégalités se sont creusées entre les ménages. Le creusement des inégalités de revenus est cependant en partie compensé grâce aux mécanismes des transferts sociaux (pensions et allocations diverses) à destination des ménages.

En 25 ans le revenu disponible des ménages au Luxembourg a triplé en valeur courante, mais il stagne en valeur réelle depuis 2005

La valeur du revenu disponible¹ des ménages au Luxembourg est passée de 19 000 EUR en 1985 à 61 000 EUR en 2009², soit une multiplication par plus de 3. La hausse la plus significative s'est produite entre 1985 et 1991, période au cours de laquelle le revenu des ménages a pratiquement doublé (de 19 000 EUR en 1985 à 33 000 EUR en 1991). Cette augmentation peut être mise en lien avec la forte croissance économique qu'a connue le Luxembourg entre 1985 et 1991, avec un taux de croissance annuel du PIB autour de 7%.

Graphique 1: Revenu disponible moyen et médian par ménage (en EUR), 1985-2009



Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) entre 2005 et 2009 et Commission Européenne (AMECO) pour l'IPCN

Si le revenu disponible des ménages continue de progresser en valeur courante, la prise en compte de l'inflation montre que depuis 2005 la hausse des revenus est compensée par celle des prix, de sorte que le revenu disponible réel des ménages (en EUR constants), après avoir progressé jusqu'au milieu des années 2000, est stable depuis 2005.

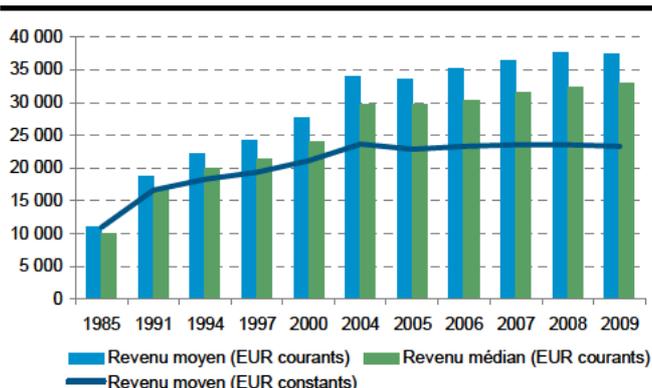
Une autre façon d'exprimer le revenu disponible des ménages est de le diviser par le nombre total d'unités de consommation (UC) dans le ménage³. L'avantage est que l'on peut ainsi comparer les revenus de ménages ayant des tailles et des compositions différentes.

¹ On parlera ici du revenu disponible des ménages après cotisations sociales et impôts. Il s'agit du revenu dont dispose effectivement un ménage pour consommer ou épargner.

² Pour des raisons de disponibilité statistique, l'étude se limitera à la période 1985-2009

³ Le nombre d'unités de consommation (UC) dans le ménage est calculé en utilisant l'échelle dite « OCDE modifiée », dans laquelle la personne de référence du ménage reçoit un coefficient égal à 1, les autres adultes du ménage un coefficient de 0.5 et les enfants de moins de 14 ans un coefficient de 0.3.

Graphique 2: Revenu disponible moyen et médian par unité de consommation (en EUR), 1985-2009

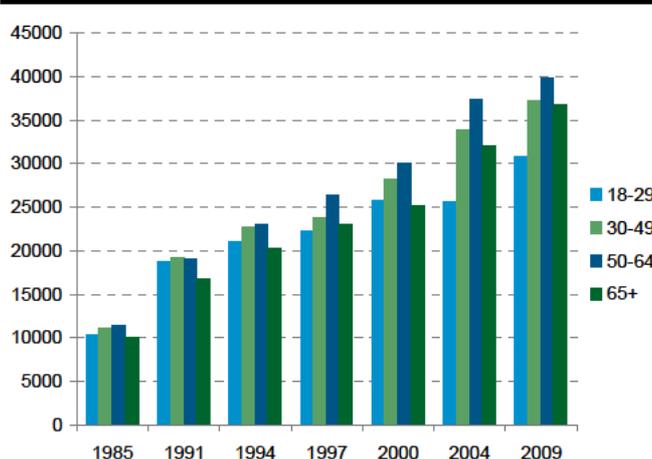


Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) entre 2005 et 2009 et Commission Européenne (AMECO) pour l'IPCN

La tendance entre 1985 et 2009 est identique à celle que l'on observe avec le revenu par ménage, même si les écarts d'une année sur l'autre semblent s'être accentués (le revenu moyen par UC a presque quadruplé entre 1985 et 2009.)

Si l'on regarde l'évolution du revenu moyen par UC selon l'âge de la personne de référence du ménage on voit que les ménages « jeunes », dont la personne de référence est âgée de moins de 30 ans, semblent avoir été légèrement décrochés au cours de la période 1985-2009 : leur revenu disponible est passé de 10 000 EUR par an en 1985 à 31 000 EUR en 2009, soit une multiplication par 3. Dans le même temps, le revenu disponible des ménages « âgés », dont la personne de référence a 65 ans ou plus, a été multiplié par 3,6, passant de 10 000 EUR en 1985 à 36 000 EUR en 2009. Pour les classes d'âge « intermédiaires » (30-49 et 50-64) la progression du revenu, bien qu'inférieure à celle des ménages âgés, reste supérieure à celle des ménages jeunes.

Graphique 3: Revenu disponible moyen par unité de consommation (en EUR), selon l'âge de la personne de référence du ménage, 1985-2009

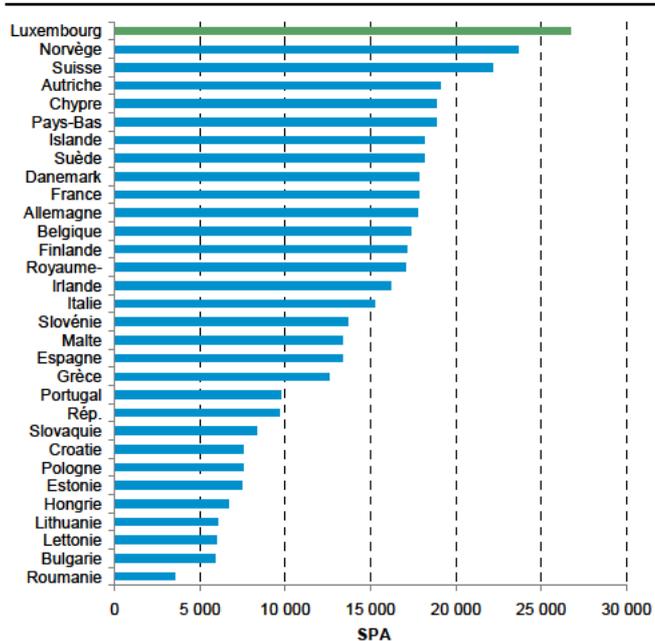


Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) pour 2009

Le niveau de revenu des ménages luxembourgeois était en 2009 le plus élevé en Europe

Avec un revenu disponible médian de 27 000 SPA⁴ par unité de consommation en 2009, le Luxembourg se place au premier rang des pays Européens pour le niveau de revenu des ménages, devant la Norvège (24 000 SPA) et la Suisse (22 000 SPA). A l'autre extrémité on trouve les pays d'Europe de l'Est, avec notamment la Bulgarie (5 900 SPA) et la Roumanie (3 500 SPA).

Graphique 4: Revenu disponible médian par unité de consommation dans le ménage (SPA), 2009



Source : Eurostat, EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC)

Le travail est la principale source de revenus des ménages, mais le revenu des ménages modestes s'appuie davantage sur les transferts

En 2009, 70% du revenu des ménages au Luxembourg provenait du travail, principalement de la rémunération d'une activité salariée, 3% du capital (revenus de la location, intérêts et dividendes) et 27% de transferts (transferts sociaux et transferts depuis d'autres ménages). Cette répartition des revenus est assez stable depuis 1985.

Si l'on regarde la composition du revenu selon le décile du niveau de vie du ménage⁵, on voit que le revenu des ménages appartenant au décile inférieur (D1), c'est-à-

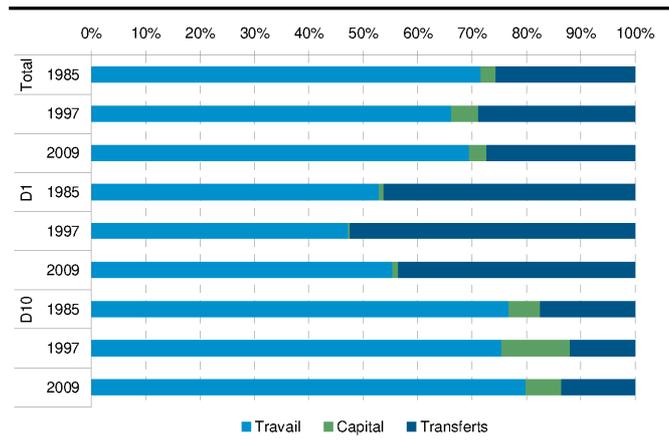
⁴ SPA = Standard de Pouvoir d'Achat.

Grâce à cette unité on peut comparer les niveaux de vie dans des pays avec des économies de tailles différentes en éliminant les différences dans les structures de prix des biens et des services.

⁵ Le niveau de vie d'un ménage est défini à partir de son revenu disponible par unité de consommation. Les valeurs des déciles partagent la distribution des revenus en dix parties de tailles égales.

dire les 10% des ménages les moins aisés, repose davantage sur les transferts (44% du revenu total du ménage en 2009, contre 27% pour l'ensemble des ménages), tandis que le revenu des 10% des ménages les plus aisés (décile supérieur – D10), est composé à 80% de revenus du travail et à 7% de revenus du capital. Des différences assez marquées dans la structure des revenus existent donc entre les ménages.

Graphique 5: Composition du revenu des ménages (en %), total et selon le décile du niveau de vie du ménage, 1985-2009



Source : Luxembourg Income Study (LIS) pour 1985 et 1997 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) pour 2009

Les inégalités de revenus se sont aggravées entre 1985 et 2009

A l'image de ce que l'on observe dans la plupart des pays développés⁶, le Luxembourg a vu en 25 ans les inégalités de revenus se creuser entre les ménages. Une mesure d'inégalité couramment employée dans la pratique⁷ est le rapport inter-quintiles S80/S20, égal au rapport entre le revenu moyen des 20% des ménages les plus aisés (ceux appartenant au quintile supérieur de la distribution) et celui des 20% des ménages les moins aisés (ceux appartenant au quintile inférieur de la distribution). On peut aussi calculer le rapport inter-déciles S90/S10 ou encore S95/S5.

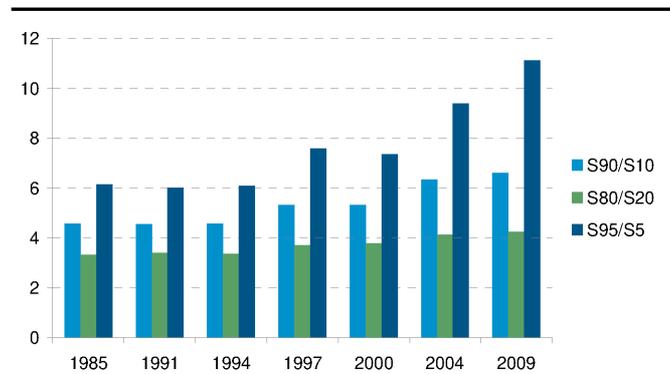
Ces trois indicateurs indiquent une augmentation régulière des inégalités de revenus au Luxembourg depuis 1985: le rapport S90/S10 est passé de 4.6 en 1985 à 6.6 en 2009, S80/S20 est passé de 3.3 en 1985 à 4.2 en 2009 tandis que le rapport S95/S5 est passé de 6.1 en 1985 à 11.1 en 2009. Ainsi, le revenu des 5% des ménages les plus aisés était en moyenne en 2009 11 fois supérieur à celui des 5% des ménages les moins aisés. Le ratio dépasse même 40 si l'on compare les 1% des ménages les plus aisés avec les 1% les moins aisés. Ainsi, si les revenus des ménages continuent de progresser, on voit bien que la hausse

⁶ On peut consulter sur ce sujet OCDE (2011). *Divided We Stand: Why Inequality Keep Rising*. Dans cette publication, l'OCDE examine notamment l'impact de l'ouverture des marchés, des changements technologiques et des politiques de redistribution des Etats sur les inégalités de revenus. On peut également consulter : http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/uxiiipb2012d5_en.pdf

⁷ Voir par exemple les rapports Travail et Cohésion Sociale du STATEC

n'est pas la même pour tout le monde, et qu'elle est plus forte chez les ménages aisés que chez les ménages modestes.

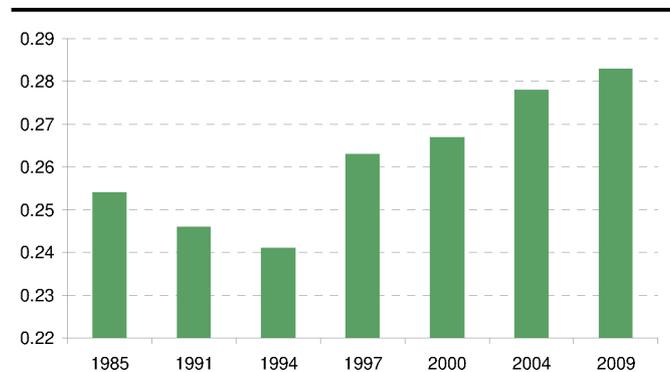
Graphique 6: Rapports inter-quintiles S90/S10, S80/S20 et S95/S5, 1985-2009



Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) pour 2009

Un autre indicateur d'inégalité est le coefficient de Gini. La valeur de celui-ci est toujours située entre 0 et 1, valant 0 si tous les ménages disposent du même revenu (égalité parfaite) et 1 si la totalité des revenus est entre les mains d'un seul ménage (inégalité parfaite). Le coefficient de Gini pour le Luxembourg est également en augmentation sur la période 1985-2009, passant de 0.254 en 1985 à 0.283 en 2009.

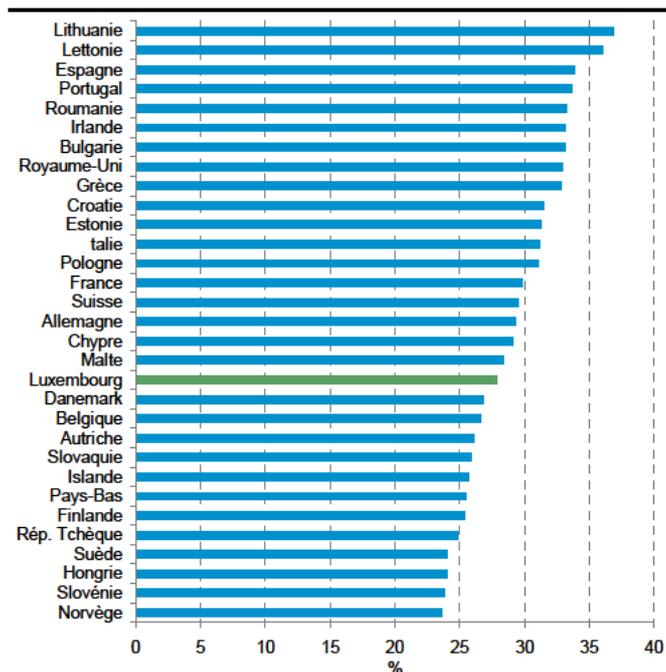
Graphique 7: Coefficient de Gini, 1985-2009



Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) pour 2009

Même si les inégalités progressent, le Luxembourg reste encore un pays assez peu inégalitaire en comparaison des autres pays d'Europe, notamment ceux d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est. A l'inverse, les inégalités de revenus au Luxembourg sont plus importantes que celles que l'on observe dans les pays nordiques comme la Finlande, la Suède, le Danemark ou la Norvège.

Graphique 8: Coefficient de Gini (en %), comparaison européenne, 2009



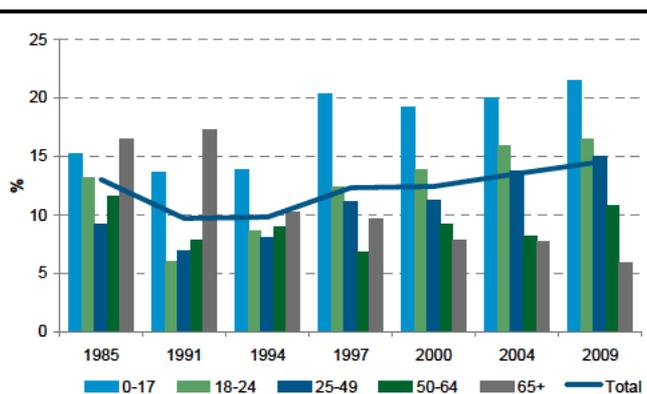
Source : Eurostat, EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC)

La pauvreté a augmenté, touchant surtout les catégories d'âge jeunes

Un des effets liés à l'aggravation des inégalités de revenus a été l'augmentation de la pauvreté. Si l'on définit le taux de pauvreté comme la proportion de personnes dont le revenu⁸ est en-dessous de 60% du revenu national médian, on constate que ce taux est passé de 13% en 1985 à 14.5% en 2009. En 1991, sa valeur était même tombée sous la barre des 10%. Depuis cette date, il n'a cessé d'augmenter.

La hausse de la pauvreté a surtout touché les catégories d'âge jeunes, en particulier les « enfants » de moins de 18 ans dont le taux dépasse aujourd'hui 20% de la population. A l'inverse, les personnes de 65 ans ou plus ont vu leur situation s'améliorer de manière très significative, leur taux de pauvreté passant de 16.5% en 1985 à moins de 6% en 2009.

Graphique 9: Taux de risque de pauvreté (en %), total et selon l'âge, 1985-2009

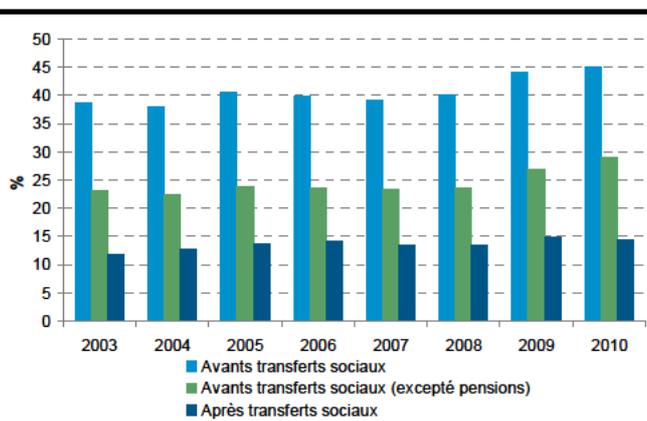


Source : Luxembourg Income Study (LIS) jusqu'en 2004 ; EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) pour 2009

Les transferts sociaux jouent un rôle déterminant dans la réduction des inégalités

Si l'on ne tenait pas compte dans le revenu des ménages de l'ensemble des transferts sociaux qui sont versés dans le cadre des systèmes de Sécurité Sociale, le taux de pauvreté atteindrait 45% de la population, contre moins de 15% en les intégrant dans le revenu. On voit bien dans ces conditions tout l'intérêt des transferts sociaux à destination des ménages comme moyen de corriger les inégalités de revenus.

Graphique 10: Taux de risque de pauvreté (en %) avant et après transferts sociaux, 2003-2010



Source : STATEC, Cahier Economique n°112, Rapport Travail et Cohésion Sociale 2011

⁸ On utilise ici le revenu disponible du ménage par unité de consommation. Chaque membre du ménage (enfants et adultes) se voit attribué ce revenu comme estimation de son niveau de vie.